



CP/6

Archives d'André Paillieux

(1945-1956)



Credit : La Garenne. Coll. Archives de l'Assemblée Nationale

CP/6/1-8

Répertoire numérique détaillé établi par Louissette Battais et complété par Marie-Eugénie Mougel, archiviste, sous la direction de Hélène Saudrais, responsable des Archives confédérales de la CFDT

Date de diffusion : octobre 2015
Date de mise à jour : septembre 2017

INTRODUCTION

Identification

Référence

CP/6

Intitulé

Archives d'André Paillieux

Dates

1945-1956

Niveau de description

Le niveau de description choisi est l'article.

Importance matérielle

Le fonds se compose de 8 articles répartis sur 7 boîtes et représente un volume total de 0.65 mètre linéaire.

Contexte

Nom du producteur

André Paillieux

Notice biographique¹

André Paillieux est né le 13 août 1899 à Granville dans la Manche. Il est issu d'une famille de cheminot. Son père, ajusteur mécanicien pour la Compagnie de l'Ouest, meurt en service en 1902. Devenu orphelin, il est élevé par son grand-père maternel, lui aussi employé de chemins de fer à Caen. C'est dans cette ville qu'il débute des études au collège Sainte-Marie, très vite interrompues par le déclenchement de la Première guerre mondiale. Entré le 5 avril 1915 au service de l'exploitation, dans le réseau de l'Etat à Caen, il passe ensuite un concours lui permettant d'entrer le 1^{er} janvier 1918 au service voies et bâtiments. Il demeure à Caen jusqu'en février 1935, passant du service personnel et comptabilité des travaux à celui du matériel de voie sur l'ensemble du parc régional, puis au contrôle des dépenses engagées. Enfin du 1^{er} mars 1935 à juin 1944, il travaille à Paris au service régional voies et bâtiments. Son adhésion à la CFTC remonte à 1921 par le biais de la Fédération des syndicats professionnels des cheminots de France ; il décide par la suite de fonder un syndicat chrétien des cheminots de Caen dont il devient le secrétaire. Il est alors, au sein de la fédération, à la tête de la mouvance de l'union Etat, plus radicale que celle de l'actionnariat syndicale dans la compagnie ferroviaire. André Paillieux devient en mars 1922 conseiller de réseau, puis en mai 1923, conseiller fédéral. En juillet 1925, il fonde l'Union régionale des syndicats chrétiens de Basse-Normandie et en assure la présidence. A partir de 1933, il est amené à siéger au conseil fédéral au titre de l'union Etat. Devenu secrétaire du secteur fédéral de Caen en septembre 1927, il s'intéresse de près aux enjeux politiques et économiques qu'entraînent la

¹ Cette biographie est inspirée de celle du *Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social de 1940 à mai 1968*, tome 9, Editions de l'Atelier, Paris, 2013, 460 p.

modernisation des chemins de fer. Au XV^e congrès fédéral, il est d'ailleurs le rapporteur de la question de la coordination des transports. Peu après, le 1^{er} octobre 1935, il est élu secrétaire général de l'union Etat, et siège au bureau de la fédération CFTC à partir de 1936. A ce titre, il est particulièrement attentif au dossier de nationalisation des chemins de fer. Cette question voit s'affronter deux projets, chacun représentatif des organisations syndicales françaises : d'un côté la Confédération général du travail (CGT), qui préconise l'expropriation pure et simple des anciennes compagnies de chemins de fer, au profit de l'Etat. De l'autre, la réflexion de la CFTC (sur laquelle se calque André Paillieux), qui est de proposer un modèle économique « hybride », suivant l'exemple belge, à savoir la fusion des compagnies privées et des réseaux d'Etat. Les avis de la CFTC se confondent largement avec les résultats des négociations menées entre le gouvernement Chautemps et les compagnies privées, qui aboutissent à la création de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) en août 1937. André Paillieux devient secrétaire général adjoint de la fédération en avril 1938, où il est chargé de la propagande et de l'administration du journal *Le cheminot de France*.

Sous l'Occupation, il devient membre du bureau clandestin de la CFTC. Le siège de l'Union d'Etat qu'il dirige se transforme alors en lieu de réunion du Comité de résistance du syndicalisme chrétien présidé par Gaston Tessier. André Paillieux est à ce moment-là la tête de file du mouvement minoritaire hostile à la mise en place d'une charte des cheminots. Malgré un échec au conseil fédéral du 28 mars 1943, il n'abandonne pas pour autant et réussit à inverser la tendance, lors du conseil extraordinaire de décembre 1943, où il est alors nommé secrétaire général de la fédération.

André Paillieux s'engage très tôt dans le combat syndical, mais également en politique. Entré dans la Résistance sous le pseudonyme de Grandville, il est membre du Comité parisien de libération en 1943. Il est nommé par le Comité national de la Résistance (CNR) à la commission ministérielle des voies et communications, où il est chargé d'organiser la libération de Paris. A cette occasion, il travaille en collaboration avec deux représentants CGT, signe que la Résistance dépasse les dissensions syndicales. Le 17 août 1944, avec Louis Bouté et les représentants de la CGT Roger Tournemaine et Gérard Ouradou, il cosigne l'appel à la grève insurrectionnelle des cheminots. Le 19 août, André Paillieux et les autres membres de la commission occupent le ministère des Travaux publics afin d'organiser la remise en route des réseaux ferrés et le ravitaillement de la ville de Paris, en attendant l'arrivée du gouvernement provisoire d'Alger.

En novembre 1944, il est nommé administrateur de la SNCF. Cela permet à la CFTC d'être présente au conseil d'administration, où jusqu'alors seule la CGT avait voix au chapitre. Son engagement politique est également remarqué, ce qui se traduit par sa nomination à l'Assemblée consultative provisoire (1943-1945) par le général de Gaulle, sur recommandation de Georges Bidault. Il rejoint alors la commission de l'équipement national, œuvrant à la rénovation des chemins ; il est d'ailleurs très actif dans la sauvegarde des statuts de la SNCF, n'hésitant pas lors des débats sur l'instauration de la sécurité sociale à défendre les droits des employés de la société. La création de l'Assemblée constituante en novembre 1945 le pousse à se présenter dans la sixième circonscription de la Seine, où il prend la tête de la liste du Mouvement républicain populaire (MRP). Malgré un Parti communiste bien implanté et mené notamment par Jacques Duclos, André Paillieux est élu député et rejoint la commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et télécommunications. Très actif en tant que parlementaire, il ne dépose pas moins de trois propositions de loi et deux propositions de résolutions durant son mandat. Œuvrant toujours dans l'intérêt des cheminots, il est attentif aux sujets tels que les pensions, les congés payés, les régimes de retraites.

Toutefois, en 1946, il ne renouvèle pas l'expérience parlementaire, préférant dédier son temps à la lutte syndicale et à son poste d'administrateur de la SNCF. Revenu en tant que vice-président de la CFTC, il est également membre du bureau confédéral. Il présente au congrès de 1946, le rapport sur les réformes de structures ; reconnaissant le bien fondé du regroupement des syndicats dans le cadre de l'industrie, il l'estime prématuré et préconise la solution de cartels interfédéraux coordonnant une partie des activités des fédérations, sans porter atteinte à leur structure.

Membre du Conseil économique depuis 1947, il est élu président de la Fédération des cheminots en février 1954, et Paul Butet est désigné pour le remplacer au poste de secrétaire général. En 1956, André Paillieux devient président d'honneur. Il garde d'ailleurs tous ces titres au sein de la CFTC à laquelle il reste très attaché surtout après la politique de déconfessionnalisation et la scission de 1964. Par la suite, André Paillieux est nommé président de la commission CFTC de l'Outre-mer. Il s'oppose à toute forme d'autonomie ou d'indépendance, et refusant que l'évolution des organisations syndicales d'Outre-mer ne précède l'évolution politique des territoires, il est hostile à la constitution des centrales rattachées directement à la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC).

C'est finalement en tant qu'inspecteur divisionnaire de la SNCF, qu'il prend sa retraite en 1958, tout en restant administrateur de la STEF (Société d'entreposage, filiale de la SNCF fondée en 1920) jusqu'en 1975. Installé en Normandie, il œuvre également pour la politique locale et se présente avec succès, toujours sous la bannière MRP, à la mairie de Bénerville-sur-Mer (1959). Il ne se représente cependant pas en 1965, et choisit de rompre avec le Mouvement républicain populaire pour se tourner vers le Centre démocrate. Finalement, en 1983, André Paillieux se retire à Parthenay où il continue à s'intéresser à l'actualité syndicale et exprime ses vues sur le contexte sociale et politique en collaborant à la revue *le Pays d'Auge*. Titulaire de la médaille de la Résistance (1946) et de la grande médaille de vermeil de la ville de Paris, ordonné chevalier de la Légion d'honneur en 1949, André Paillieux s'éteint le 13 décembre 1991 à Parthenay.

Historique de la conservation

Ces sont conservées aux Archives confédérales de la CFDT.

Modalités d'entrée

En l'absence de contrat de don ou de dépôt, il est impossible de savoir quand et dans quelles circonstances ce fonds est arrivé aux Archives confédérales.

Contenu et structure

Présentation du contenu et mode de classement

Ce fonds se compose des dossiers suivis par André Paillieux en tant que membre de la commission CFTC de l'Outre-mer, mais aussi de documents liés à son activité internationale, notamment en Afrique du nord. Ses archives donnent un aperçu de la politique menée par la CFTC et des relations entretenues avec les différents syndicats chrétiens hors métropole.

Accroissements

Le fonds André Paillieux est clos. Aucun accroissement n'est à prévoir.

Conditions d'accès et utilisation

Statut juridique

Archives privées. Il ne s'agit pas à proprement parler d'archives personnelles, mais plutôt du fonds d'une personne, constitué dans le cadre de ses activités professionnelles.

Conditions d'accès

Dans le cas de fonds personnels d'anciens responsables CFDT, c'est le contrat de don ou de dépôt, signé par le producteur et/ou le dépositaire, qui définit les règles de communication. Le fonds André Paillieux ne disposant pas de contrat signé, les délais de communication appliqués se calquent sur ceux des archives confédérales.

Conditions de reproduction

La reproduction des documents de ce fonds est soumise à la réglementation en vigueur aux Archives confédérales.

Langue et écriture des documents

Française, arabe, malgache.

Instruments de recherche

Répertoire numérique détaillé.

Sources complémentaires

Existence et lieu de conservation des originaux

Archives confédérales de la CFDT, Paris.

Sources complémentaires

Archives confédérales, CFDT

- CFI/5/61 : Affiche « CFTC, Confédération française des travailleurs chrétiens. Jeudi 16 octobre 1947, à 18 heures au Rex-Cinéma, réunion publique par M. Paillieux, secrétaire général des cheminots chrétiens de France, sur le syndicalisme. Entrée libre. »
- CE/1, CE/10 : fonds photographiques.
- CG/3 : dossiers du Bureau confédéral (1932-1970)
- CG/11 : dossiers des congrès confédéraux (depuis 1919)
- CP/1/15 : fonds Gaston Tessier. –Activité syndicale de Gaston Tessier.

Archives interfédérales, CFDT

- FK/1/10 : Rapports, débats et comptes rendus de séance du conseil fédéral de la FSPCF (1934-1935).
- FK/1/13 : Rapports, débats et comptes rendus de séance du conseil fédéral de la FSPCF (1943-1945).
- FK/1/14 : Rapports du conseil fédéral de la FSCCF (1947-1948).
- FK/1/17 : Rapports, comptes rendus et résolutions des réunions du conseil fédéral de la FSCCF (1955-1956).
- FK/1/79 : Grèves pour l'augmentation et le reclassement des salaires.
- FK/1/80 : Grèves pour l'augmentation des rémunérations, des effectifs et contre la vie

chère.

- FK/1/81 : Grève pour une revalorisation des salaires et des retraites.
- FK/1/82 : Actions pour la remise en ordre des rémunérations.
- FK/1/84 : Grèves pour l'augmentation des rémunérations et la signature de conventions collectives, (août-septembre 1953).
- FK/1/85 : Grèves pour l'augmentation des rémunérations et la signature de conventions collectives.
- FK/1/86 : Grèves pour l'augmentation des rémunérations et la signature de conventions collectives.
- FK/12/39 : Branche cheminot, épuration et amnistie après la Seconde guerre mondiale. - Commission d'épuration (1944), puis commission confédérale d'enquête (1945) présidées par André Paillieux.

Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine

- C//15247-C//15281 : Les archives de l'Assemblée consultative provisoire (1943-1945).

Bibliographie

Ouvrage d'André Paillieux

- PAILLIEUX André, *La CFTC réforme ses structures XXVIIème Congrès confédéral*, CFTC, 1953, 40 p.

Ouvrage sur André Paillieux

- RIBEILL Georges, « PAILLIEUX André », in *Le Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social de 1940 à mai 1968*, tome 9, Editions de l'Atelier, Paris, 2013, 460 p.

Ouvrages sur le syndicalisme chrétien

- Ouvrage collectif (coord. : BEDARIDA François, MAITRON Jean), « Christianisme et monde ouvrier », *Cahiers du Mouvement social*, numéro 1, Les éditions Ouvrières, Paris, 1975.
- SAUDUJOT Carole, *Le syndicalisme chrétien sous l'Occupation*, Librairie académique Perrin & Cie, 1999.

Sur le syndicalisme dans les DOM-TOM

- Commissariat Général Du Plan De Modernisation, *Premier rapport de la commission de modernisation des Territoires d'Outre-Mer*, 1948.
- DROUOT L'Hermine, *Discours sur l'Outre-mer dans les résolutions des congrès confédéraux de 1951 à nos jours*, Paris 12, 2006,

Sur le syndicalisme chez les cheminots

- BACHELIER Christian, *La SNCF sous l'Occupation Allemande, 1940-1944*, rapport documentaire, IHTP-CNRS, Paris, 1996, 1534 p.
- CHEVANDIER Christian, *Cheminots en grève, ou la construction d'une identité (1848-2001)*, Editions Maisonneuve et Larose, Collection Actualité de l'Histoire, Paris, 2002, 399 p.
- GOERGEN Marie-Louise, *Cheminots et militants, un siècle de syndicalisme ferroviaire*, Collection Jean Maitron, Editions de l'Atelier, Paris, 2003, 430 p.
- HOCHARD Cécile, *Les cheminots dans la Résistance*, Editions La vie du Rail, 2011, 223 p.

- RIBEILL Georges, *Les cheminots*, Editions La découverte, Collection Repères, 1984, 128 p.

Contrôle de la description

Notes de l'archiviste

Instrument de recherche établi par Louissette Battais. Inventaire complété et introduction rédigée en 2015 par Marie-Eugénie Mougel, archiviste, sous la direction d'Hélène Saudrais, responsable des Archives confédérales de la CFDT.

Règles ou conventions

Cet instrument de recherche a été rédigé selon la norme générale et internationale de description archivistique ISAD (G), et selon la norme internationale sur les notices d'autorité utilisées pour les archives relatives aux collectivités, aux personnes et aux familles ISAAR (CPF).

Dates de la description

Octobre 2015.

PLAN DE CLASSEMENT

Relations avec les syndicats des Territoires d’Outre-mer (TOM).....CP/6/1-CP/6/3

Relations avec les syndicats d’Afrique du nord..... CP/6/4-CP/6/8

INSTRUMENT DE RECHERCHE

CP/6/1-CP/6/3 Relations avec les syndicats des Territoires d'Outre-mer (TOM)

CP/6/1 Organisation de la CFTC Outre-mer, réorganisation générale : comptes rendus de réunions, notes, motion relative à la représentation des TOM au Conseil confédéral, circulaires aux unions et fédération, circulaire aux membres du bureau confédéral, courrier, rapport relatif à l'organisation de l'action syndicale dans les TOM (1948-1955) ; réunion de la commission des TOM : procès-verbaux, notes aux membres du bureau confédéral, courriers, minutes, proposition de résolution n° 2566 de l'Assemblée nationale (1946-1949). Contacts avec différents ministères : correspondance, articles de presse, rapport n° 7322 de l'Assemblée nationale, compte rendu de la 2^{ème} session du Conseil supérieur du travail Outre-mer, rapport sur les chemins de fer Outre-mer (1947-1949). Liste des syndicats dépendants du ministère de la France d'Outre-mer (1947). Communication des produits agricoles et arbitrages entre les intérêts des TOM et ceux de l'agriculture métropolitaine : notes relatives à la chaîne du froid en Afrique du nord, articles de presse, rapport sur l'action de la STEF² en Afrique du nord, compte rendu de la 11^{ème} réunion d'information du Secrétariat social d'Outre-mer, refus partiel d'homologation d'une décision de l'assemblée algérienne se rapportant au statut juridique de la coopération agricole en Algérie.

1946-1955

CP/6/2 Relations avec les syndicats des TOM. –Cameroun, Gabon, Guadeloupe, Guinée, Guyane, Martinique, Mauritanie, Océanie, Oubangui-Chari³, la Réunion, Sénégal, Saint-Pierre-et-Miquelon, Soudan, Tchad, Tunisie : courriers, lettres manuscrites, minutes, rapports de situation, notes de service, mémoires, liste des syndicats (1946-1949). Tournée d'André Paillieux à la Réunion : carnets de notes manuscrites « Notions sur la Réunion », carte de l'île, correspondance entre André Paillieux et l'Union réunionnaise concernant son voyage, les questions agricoles et les effectifs CFTC à la Réunion, correspondance d'André Paillieux avec le préfet de la Réunion concernant les conséquences de la départementalisation de l'île (29 octobre-5 novembre 1948). Grève de protestation de la restriction de l'application du code du travail sur les salaires horaires et revendication des 40 heures (Tunisie, Sénégal, Mauritanie, Guinée) : lettres aux responsables CFTC, articles de presse, notes, courriers (1953).

1947-1953

CP/6/3 Relations avec les syndicats chrétiens à Madagascar. –Révolte contre la France et procès des responsables : articles de presse relatifs aux émeutes, lettre officielle du ministre de la France d'Outre-mer au président de l'Assemblée nationale, tract, note "Le calvaire de Madagascar", courriers, notes manuscrites (1947, 1949). Situation de Madagascar vue par le révérend père Jouan : correspondance, carte postale (1952). Situation syndicale, économique et politique de Madagascar : courriers, notes d'information de M. Dijoux suite à sa mission à Madagascar, note de revendication des

² Entreprise créée en 1920 et spécialisée dans le transport et la logistique du froid pour tous les produits agroalimentaires et thermosensibles (frais et surgelés).

³ Correspond aujourd'hui à la République centrafricaine (RCA).

délégués CFTC de Madagascar, notes manuscrites (1947-1949). Tournée d'André Paillieux : correspondance, comptes rendus de situations, carte de Madagascar, liste des effectifs syndicaux à Madagascar, communiqués, articles de presse, notes relatives au problème de la culture de la vanille (octobre-novembre 1948).

1947-1952

CP/6/4-CP/6/8 Relations avec les syndicats d'Afrique du nord

CP/6/4 Activités de la CFTC en Afrique du nord : circulaires correspondance, lettres manuscrites, notes (1947-1949). Positions de la CFTC sur la migration des nord-africains et les troubles en Algérie : circulaires aux unions départementales, courriers, comptes rendus des journées des sections nord-africaines, rapport sur les mouvements de main-d'œuvre, notes (1945-1953). Constitution d'un comité CFTC d'Afrique du nord : statuts, courriers, articles de presse, procès-verbaux, circulaires (1952-1955). Tournée d'André Paillieux en Afrique du nord pour la CFTC et la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC) : courriers, notes, articles de presse (dont articles de presse de *Combat* sur les troubles en Algérie en 1945), autorisations de visa et de déplacement, frais de voyage, programme, notes sur la situation économique de l'Algérie et les réformes en Algérie (1946-1947, 1955).

1945-1955

CP/6/5 Relations avec les syndicats chrétiens en Algérie et au Sahara. –Situation syndicale, économique et politique de l'Algérie et de la région saharienne : (1945-1956). Congrès d'Oran : correspondance, motions générales, statuts de l'Union algérienne des syndicats chrétiens, programme, notes (1948). Application de la sécurité sociale en Algérie : notes, courriers, exemplaire des projets de loi n° 425 et 957 de l'Assemblée nationale (1947-1949). Application de la politique des allocations familiales en Algérie : proposition de loi n° 137, notes, courriers, articles de presse (1945-1948). Situation syndicale, économique et politique de l'Algérie : notes, accords survenus entre le patronat algérien et les syndicats chrétiens d'Algérie, articles de presse, notes, circulaires aux syndicats d'auxiliaires et responsables de la fonction publique Outre-mer, projet de loi n° 911 portant sur la nationalisation de la banque d'Algérie, exposé "Le scandale permanent du régime des retraites des traminois algériens", programmes de formation syndicale à Oran, , liste des cotisants algériens (1946-1947). Situation syndicale, économique et politique du Sahara : notes, correspondance, courriers manuscrits, motion relative aux indemnités accordées aux fonctionnaires et agents des services publics des territoires du Sud, plans, rapports et notes relatives à la position de la CFTC sur la construction du chemin de fer "Méditerranée-Niger" (1954-1956).

1945-1956

CP/6/6 Relations avec l'Union marocaine des syndicats chrétiens. –Organisation et fonctionnement : correspondance, notes, articles de presse, comptes rendus de réunions, procès-verbaux du conseil de l'Union marocaine des syndicats chrétiens, allocution de M. Gisbert de l'Union locale d'Oudja, protocole d'accord entre les différentes organisations syndicales marocaines, rapport d'activité de l'Union des syndicats chrétiens des cheminots du Maroc (1946-1949). Situation syndicale, politique, économique et sociale au Maroc : courriers, comptes rendus de réunions, notes, articles de presse, tracts, rapports de situation, répertoire des organisations syndicales CFTC au Maroc, circulaires (1946-1953).

1946-1953

CP/6/7 Relations avec l'Union marocaine des syndicats chrétiens. –Réforme du conseil du gouvernement : correspondance (1953-1954). Situation administrative de L. Marchal, délégué confédéral au Maroc : correspondance, lettres manuscrites, notes, télégramme (1955). Relation avec M. Francis Lacoste, résident général, et le ministère des Affaires étrangères : correspondance, article de presse (1954-1955). Congrès de l'Union marocaine CFTC à Casablanca, les 16 et 17 avril 1955 : courriers, exemplaire de *L'Union marocaine CFTC* de mai 1955 (1955). Evolution de la situation politique du Maroc suite au départ du général Guillaume : mémorandum, articles de presse (1954-1955). Situation politique de juillet à novembre 1955 : rapports de L. Marchal, correspondance, notes, articles de presse, tracts (1955). Incident de la lettre dite des "75" envoyée au président de la République : correspondance, notes, tracts, articles de presse (1954). Situation de l'Union marocaine : correspondance, comptes rendus de réunion, notes, articles de presse (1954). Position de la CFTC et de l'Union Marocaine concernant le droit syndical : notes, correspondance, compte rendu d'audience de la délégation CFTC au cabinet civil le 14 octobre 1954, mémorandum de Mahjoub Bensedik, articles de presse, rapports de situation (1954).

1954-1955

CP/6/8 Relations avec l'Union tunisienne des syndicats chrétiens. –Evolution de la situation politique de la Tunisie : courriers, comptes rendus de réunions, cartes postales, rapport de situation relatif aux grèves d'août 1947 déclenchée par l'Union générale tunisienne du travail, conventions collectives des enseignants du privé, articles de presse, brochure "Position des français de Tunisie au sujet des négociations et des conventions les concernant", notes relatives aux positions de la CFTC sur les accords du 22 avril 1955 et conventions du 3 juin 1955 concernant l'évolution de la situation politique en Tunisie, exemplaires du *Journal Officiel* concernant les conventions franco-tunisiennes, rapports sur la situation des chemins de fer tunisiens, bulletins d'information (1946-1955). Questions politiques et syndicales : articles de presse, notes, déclaration de Habib Bourguiba⁴ "La France devant le problème tunisien", (1948-1955). Tournée d'André Paillieux en Tunisie : notes manuscrites, correspondance (octobre 1947).

1946-1955

⁴ Président du Parti constitutionnel tunisien, et futur premier président de la République tunisienne (1957-1987).

INDEX DES MOTS MATIÈRES

Note : le renvoi se fait à la cote.

Agriculture, agricole : CP/6/1, CP/6/2	Ministère : CP/6/1
Allocation : CP/6/5	Procès : CP/6/3
Chemins de fer : CP/6/1, CP/6/5, CP/6/8	Statuts : CP/6/5
Chrétien : CP/6/1, CP/6/3, CP/6/4, CP/6/5, CP/6/6, CP/6/7, CP/6/8	Salaire : CP/6/2
Code du travail : CP/6/2	Sécurité sociale : CP/6/5
Congrès : CP/6/1, CP/6/5, CP/6/7	Syndicalisme : CP/6/1
Départementalisation : CP/6/2	Union algérienne des syndicats chrétiens : CP/6/5
Grève : CP/6/2, CP/6/8	Union marocaine des syndicats chrétiens : CP/6/6
Malgache (révolte) : CP/6/3	Union tunisienne des syndicats chrétiens : CP/6/8
Main-d'œuvre : CP/6/4	Vanille (culture, de la) CP/6/3
Migration : CP/6/4	40 heures (semaine) : CP/6/2

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Note : le renvoi se fait à la cote.

BOURGUIBA Habib : CP/6/8

JOUAN, révérend père : CP/6/3

GISBERT : CP/6/6

LACOSTE, Francis : CP/6/7

GUILLAUME Augustin (général) :
CP/6/7

MARCHAL, L. : CP/6/7

INDEX DES NOMS DE LIEUX

Note : le renvoi se fait à la cote.

Algérie : CP/6/1, CP/6/4, CP/6/5

Cameroun : CP/6/2

Casablanca (Maroc) : CP/6/7

Gabon : CP/6/2

Guinée : CP/6/2

Guyane : CP/6/2

Madagascar : CP/6/ 3

Martinique : CP/6/2

Mauritanie : CP/6/2

Méditerranée : CP/6/5

Niger : CP/6/5

Océanie : CP/6/2

Oran (Algérie) : CP/6/5

Oubangui-Chari : CP/6/2

Réunion (île, de la) : CP/6/2

Sahara : CP/6/5

Saint-Pierre-et-Miquelon : CP/6/2

Sénégal : CP/6/2

Soudan : CP/6/2

Tchad : CP/6/2

Tunisie : CP/6/2, CP/6/8

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	p. 2
Plan de classement	p. 8
Instrument de recherche	p. 9
Index des mots matière	p. 12
Index des noms de personnes	p. 13
Index des noms de lieux	p. 14